

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 2389

[C - 99/27448]

6 MEI 1999. — Decreet houdende goedkeuring van de Samenwerkingsovereenkomst tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap, enerzijds, en de Regering van Roemenië, anderzijds, opgemaakt te Boekarest op 21 mei 1998, en van de Samenwerkingsovereenkomst inzake wetenschappelijke en technische samenwerking tussen de Minister van Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België, enerzijds, en de Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling van Roemenië, anderzijds, en van de bijlage, opgemaakt te Brussel op 25 juni 1997 (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet.

Art. 2. De Samenwerkingsovereenkomst tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap, enerzijds, en de Regering van Roemenië, anderzijds, opgemaakt te Boekarest op 21 mei 1998, zal, wat het Waalse Gewest betreft, volkomen gevolg hebben.

Art. 3. De Samenwerkingsovereenkomst inzake wetenschappelijke en technische samenwerking tussen de Minister van Internationale Betrekkingen van de Franse Gemeenschap van België, enerzijds, en de Minister van Onderzoek en Technologische Ontwikkeling van Roemenië, anderzijds, en de bijlage, opgemaakt te Brussel op 25 juni 1997, zullen, wat het Waalse Gewest betreft, volkomen gevolg hebben.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 6 mei 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Uitrusting en Vervoer,
M. LEBRUN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

De Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,
W. TAMINIAUX

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

—
Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken van de Raad 503 (1998-1999) Nrs. 1 en 2.

Volledig verslag, openbare vergadering van 28 april 1999.

Bespreking - Stemming.



F. 99 — 2390

[C - 99/27563]

**10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives, notamment les articles 2, 4, 16, 23 et 24;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 mars 1999;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 31 mars 1999;

Vu l'avis du Conseil supérieur des villes, communes et provinces de la Région wallonne, donné le 13 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement du 22 avril 1999 sur la demande d'avis dans un délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 2 juin 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre chargé de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- « Ministre » : le Ministre qui a le sport dans ses attributions;
- « administration » : la Direction générale des Pouvoirs locaux - Direction des Infrastructures sportives - Infrasports;
- « décret » : le décret du 25 février 1999 relatif aux subventions octroyées à certains investissements en matière d'infrastructures sportives.

Art. 3. Les investissements visés à l'article 2, alinéa 1^{er}, du décret et susceptibles d'être subventionnés sont :

- 1° la construction, l'extension, la rénovation et l'acquisition des infrastructures sportives suivantes :
 - a) les terrains de sports de plein air;
 - b) les bassins de natation;
 - c) les salles de sports;
 - d) les infrastructures ludiques initiant à la pratique du sport;
- 2° la construction, l'extension, la rénovation et l'acquisition des bâtiments indispensables à l'utilisation des infrastructures reprises au 1° :
 - a) les vestiaires, sanitaires et commodités y afférents;
 - b) les réserves à matériel;
 - c) les locaux techniques et administratifs;
 - d) les salles de réunion, de formation et de presse;
 - e) les locaux médico-sportifs;
 - f) le logement de fonctions;
 - g) les tribunes et les gradins;
 - h) l'accueil et la billetterie;
 - i) la cafétéria;
- 3° la construction, l'extension et la rénovation des abords des infrastructures visées aux 1° et 2° :
 - a) les accès;
 - b) les parkings;
 - c) les plantations;
 - d) le mobilier urbain;
 - e) l'éclairage;
 - f) les clôtures;
- 4° l'acquisition du premier équipement sportif, nécessaire au fonctionnement des infrastructures visées aux points 1° et 2°, à l'exclusion du matériel d'entretien;
- 5° la réalisation d'installations techniques liées à la sécurité, à l'information et à l'accessibilité des utilisateurs;
- 6° la construction, l'extension, la rénovation et l'acquisition d'infrastructures spécifiques d'accueil exclusivement réservées aux sportifs de haut niveau ou à l'éducation du sportif en vue de sa formation pour atteindre le haut niveau, y compris les locaux annexes y afférents.

Art. 4. Peuvent bénéficier du taux visé à l'article 4, alinéa 4, du décret, les investissements relatifs à la construction ou à l'acquisition d'espaces sportifs, dans le cadre d'un projet d'animation de quartier accessible à tous, comprenant un terrain multisports principal et tout aménagement sportif et récréatif permettant d'augmenter l'attrait et la convivialité de cet espace.

CHAPITRE II. — *Procédure pour les petites infrastructures sportives*

Art. 5. § 1^{er}. Le dossier technique visé à l'article 7 du décret comprend les documents suivants :

- 1° une note de motivation reprenant de manière détaillée :
 - a) les catégories d'utilisateurs, actuels et potentiels, de l'infrastructure;
 - b) la description des installations existantes;
 - c) les objectifs poursuivis;
- 2° un plan de la commune avec indication de l'endroit choisi.

§ 2. Dans le cas de l'acquisition d'une installation immobilière, le dossier technique comprend, outre les documents visés au § 1^{er}, les documents suivants :

- 1° les plans cotés;
- 2° la promesse de vente;
- 3° l'estimation du bien établie par le receveur de l'enregistrement compétent ou le Comité d'acquisition d'immeubles, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;
- 4° le cas échéant, une esquisse d'avant-projet d'aménagement des biens à acquérir comprenant une première estimation des travaux;
- 5° pour les demandes introduites par les personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret, l'extrait de la délibération du demandeur approuvant l'acquisition ainsi que l'imputation budgétaire y relative.

§ 3. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les personnes visées à l'article 3, § 1^{er}, 1°, du décret, outre les documents visés au § 1^{er}, les documents suivants :

- 1° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le projet des travaux, fixant le mode de passation du marché et reprenant l'inscription budgétaire y relative;

- 2° le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
- 3° le métré estimatif des travaux ou de fournitures;
- 4° le cas échéant, l'avis de marché;
- 5° le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;
- 6° le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite;
- 7° une copie du contrat d'honoraires de l'auteur de projet, le cas échéant;
- 8° dans le cas de projets d'animation de quartier, une note reprenant les principales caractéristiques sociales du quartier concerné ou justifiant l'éloignement du projet de toutes infrastructures sportives et de loisirs existantes.

§ 4. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les groupements et les associations sans but lucratif visés à l'article 3, § 1^{er}, 2°, du décret et non soumis à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés au § 1^{er}, les documents suivants :

- 1° le programme des constructions avec description des travaux;
- 2° les plans cotés;
- 3° l'estimation détaillée des travaux ou des fournitures;
- 4° le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;
- 5° le droit de jouissance sur le bien concerné établi pour une période minimale et ininterrompue de vingt ans à dater de l'introduction de la demande de subvention;
- 6° une copie du contrat d'honoraires de l'auteur de projet, le cas échéant;
- 7° le plan de financement de l'investissement envisagé;
- 8° une copie de la publication au *Moniteur belge* des statuts de l'association sans but lucratif et de ses modifications ou une attestation contresignée par les président, secrétaire et trésorier du groupement, d'assumer personnellement et solidairement les obligations liées à l'obtention d'une subvention;
- 9° un bulletin de virement établi au nom du groupement ou une attestation de la banque dont le groupement est titulaire;
- 10° une déclaration du contrôleur local de la T.V.A. établissant si le groupement est assujéti à la T.V.A. et s'il a le droit de récupérer cette dernière pour les travaux en question et dans quelle mesure;
- 11° une attestation sur l'honneur précisant que le maître de l'ouvrage n'est pas tenu de respecter la réglementation sur les marchés publics;
- 12° le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite.

§ 5. Dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le dossier technique comprend, pour les demandes introduites par les groupements et les associations sans but lucratif visés à l'article 3, § 1^{er}, 2°, du décret et soumis à la réglementation en matière de marchés publics, outre les documents visés au § 1^{er}, les documents suivants :

- 1° le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
- 2° le cas échéant, l'avis de marché;
- 3° le métré estimatif des travaux ou des fournitures;
- 4° les documents visés au paragraphe 4, 4° à 12°.

§ 6. Les documents visés aux paragraphes 1^{er} à 5 sont joints en deux exemplaires.

Dès réception du dossier technique complet, l'administration transmet au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par le décret commence à courir.

Art. 6. L'administration analyse, sur la base du dossier technique, le bien-fondé de la demande, la pertinence du projet et la légalité de l'acte et soumet son rapport au Ministre pour accord.

L'examen de l'administration porte également sur les aspects fonctionnels des projets.

Le Ministre statue sur le dossier technique et notifie sa décision au demandeur.

Art. 7. En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'installations immobilières ou d'achat du premier équipement sportif, le demandeur transmet à l'administration la copie de la notification du marché et l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours.

La subvention est liquidée sur la présentation, en quatre exemplaires, du dossier justificatif des dépenses effectuées par le demandeur.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er} comprend, dans le cas d'une acquisition d'une installation immobilière, une copie de l'acte authentique d'achat.

Le dossier visé à l'alinéa 1^{er} comprend, dans le cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif :

- 1° pour les bénéficiaires soumis à la réglementation en matière de marchés publics :
 - a) la décision du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des entreprises consultées, le cas échéant;
 - b) le procès-verbal d'ouverture des offres;
 - c) les offres retenues et non retenues;
 - d) le rapport de sélection qualitative des entreprises et d'analyse des offres;
 - e) la décision d'attribution du marché;
 - f) les états d'avancement et les factures y afférentes;
 - g) le procès-verbal de réception provisoire;

- h) le décompte final approuvé par le maître de l'ouvrage;
 - i) le calcul du délai d'exécution;
 - j) l'attestation de fin de travaux;
- et, le cas échéant :
- k) le calcul des amendes éventuelles;
 - l) les ordres d'interruption et de reprise des travaux accompagnés des délibérations les motivant;
 - m) les délibérations du maître de l'ouvrage justifiant l'octroi et la durée des délais supplémentaires.
- 2° pour les bénéficiaires non soumis à la réglementation en matière de marchés publics :
- les factures détaillées.

Art. 8. Une avance sur le montant de la subvention peut être accordée, sur présentation des factures et des états d'avancement, dès que le montant des travaux subsidiés réalisés, limité aux quantités prévues dans le projet, atteint 50 % du montant des travaux pris en considération pour l'octroi de la subvention.

Une avance sur le montant de la subvention peut également être accordée dès qu'une partie du programme est parfaitement opérationnelle, sur présentation des documents visés à l'article 7, alinéa 4.

Les avances visées aux alinéas 1^{er} et 2 correspondent aux montants des travaux réalisés.

CHAPITRE III. — *Procédure pour les grandes infrastructures sportives et les infrastructures spécifiques de haut niveau*

Art. 9. Le projet d'investissement visé à l'article 11 du décret comprend les documents suivants :

- 1° la note de motivation reprenant de manière détaillée :
 - a) les catégories d'utilisateurs, actuels et potentiels, de l'infrastructure;
 - b) la description des installations existantes;
 - c) les objectifs poursuivis;
- 2° un plan de la commune avec indication de l'endroit choisi.

En cas d'acquisition d'une installation immobilière, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants :

- 1° un extrait de la délibération du demandeur contenant la décision de principe;
- 2° les plans cotés;
- 3° le cas échéant, une esquisse d'avant-projet d'aménagement des biens à acquérir comprenant une première estimation des travaux.

En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants :

- 1° un extrait de la délibération du maître de l'ouvrage contenant la décision de principe;
- 2° le programme des constructions envisagées;
- 3° une première estimation des travaux ou des fournitures;
- 4° une esquisse d'avant-projet;
- 5° le certificat d'urbanisme n° 2.

En cas de marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents suivants :

- 1° le cahier spécial des charges relatif au marché de promotion et, le cas échéant, l'avis de marché;
- 2° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant ce cahier des charges et fixant le mode de passation du marché;
- 3° les plans d'exécution;
- 4° le métré estimatif.

En cas d'investissement pour des travaux urgents visés à l'article 16 du décret, le projet d'investissement comprend, outre les documents visés à l'alinéa 1^{er}, les documents visés à l'article 5, § 3, alinéa 1^{er}, 1° à 5° et 7°.

Les documents visés aux alinéas 1^{er} à 5 sont joints en deux exemplaires.

Dès réception du dossier d'investissement complet, l'administration délivre au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par le décret commence à courir.

Art. 10. Sur la base du projet d'investissement, l'administration analyse le bien fondé de la demande, la légalité de l'acte et soumet son rapport au Ministre pour accord de principe.

L'examen de l'administration porte également sur les aspects fonctionnels des projets.

Le Ministre statue sur le dossier d'investissement et notifie sa décision au demandeur.

Art. 11. Le dossier technique visé à l'article 12 du décret comprend, en deux exemplaires, les documents suivants :

- 1° en cas de construction, d'extension ou de rénovation d'une installation immobilière ou d'achat du premier équipement sportif :
 - a) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le projet, fixant le mode de passation du marché et reprenant l'inscription budgétaire y relative;
 - b) le cas échéant, l'avis de marché;
 - c) le cahier spécial des charges et les plans d'exécution;
 - d) le métré estimatif des travaux ou des fournitures;
 - e) le permis d'urbanisme ou une attestation de l'autorité compétente précisant qu'il n'est pas requis;

- f) le rapport du Service régional d'incendie;
- g) le cas échéant, le contrat d'honoraires de l'auteur de projet;
- h) le cas échéant, une note explicative démontrant que toutes les mesures ont été prises afin d'assurer l'accessibilité des équipements admis à la subvention aux personnes à mobilité réduite.

2° en cas d'acquisition d'une installation immobilière et pour les marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement :

- a) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des promoteurs à consulter, le cas échéant;
- b) le procès-verbal d'ouverture des offres;
- c) le rapport d'analyse qualitative des entreprises;
- d) les offres retenues et non retenues;
- e) le rapport d'attribution du marché;
- f) l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage désignant le promoteur.
- g) l'extrait de la délibération du demandeur approuvant l'acquisition ainsi que l'imputation budgétaire y relative;
- h) la promesse de vente;
- i) l'estimation du bien établie par le receveur de l'enregistrement compétent ou le Comité d'acquisition, en distinguant le coût de l'immeuble et le coût du terrain;
- j) le cas échéant, le dossier d'investissement, établi conformément à l'article 9, relatif à l'aménagement des biens à acquérir.

Dès réception du dossier technique complet, l'administration délivre au demandeur un accusé de réception précisant la date à laquelle le délai fixé par le décret commence à courir.

L'administration analyse, sur la base du dossier technique, la pertinence du projet et établit le montant maximum des investissements pouvant être subventionnés.

Après analyse du dossier, l'administration soumet son rapport au Ministre pour accord.

Le Ministre statue sur le dossier technique et notifie sa décision au demandeur.

Art. 12. Le dossier relatif à l'attribution du marché visé à l'article 14 du décret comprend les documents suivants :

- 1° le procès-verbal d'ouverture des offres;
- 2° le rapport d'analyse qualitative des entreprises;
- 3° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage arrêtant la liste des entreprises à consulter, le cas échéant;
- 4° le rapport d'analyse des offres ou le rapport du jury en cas d'appel d'offres concours;
- 5° les offres retenues;
- 6° les offres non retenues;
- 7° l'extrait de la délibération du maître de l'ouvrage désignant le ou les adjudicataires.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er}, sont joints en trois exemplaires à l'exception de ceux visés au 6° qui sont joints en un seul exemplaire.

Après examen du dossier, l'administration soumet son rapport au Ministre pour accord.

Le Ministre statue sur le dossier d'attribution du marché et notifie sa décision au demandeur.

Art. 13. § 1^{er}. En cas de construction, d'extension ou de rénovation d'installations immobilières ou d'achat du premier équipement sportif, le demandeur transmet à l'administration la copie de la notification du marché et l'ordre de commencer les travaux, endéans les dix jours.

Une avance sur le montant de la subvention peut être accordée dès que le montant des travaux subsidiés réalisés, limité aux quantités prévues dans la soumission, atteint 30 % du montant des travaux admis à la subvention.

Cette avance est égale à 70 % de la subvention et est liquidée sur présentation, en quatre exemplaires, des états d'avancement dûment approuvés et des déclarations de créance.

Le solde est libéré sur présentation du décompte final des travaux.

Le dossier relatif au décompte final comprend, en quatre exemplaires, les documents suivants :

- 1° les états d'avancement et le décompte final de l'entreprise;
 - 2° la déclaration de créance de l'entrepreneur;
 - 3° le procès-verbal de réception provisoire;
 - 4° la délibération du maître de l'ouvrage approuvant le décompte final;
 - 5° les factures;
 - 6° le calcul des délais d'exécution;
 - 7° l'attestation de fin de travaux;
- et, le cas échéant :
- 8° le calcul des amendes éventuelles;
 - 9° les ordres d'interruption et de reprise des travaux accompagnés des délibérations les motivant;
 - 10° les délibérations du maître de l'ouvrage justifiant l'octroi et la durée des délais supplémentaires.

§ 2. En cas d'acquisition d'une installation immobilière et pour les marchés de promotion, de location-vente, de crédit-bail ou de préfinancement, le montant de la subvention est libéré sur production, en quatre exemplaires, d'une copie conforme de l'acte authentique d'acquisition (droit de superficie) du bien et après production, le cas échéant, du dossier technique d'aménagement des biens.

CHAPITRE IV. — *Mesures communes*

Art. 14. Les demandes de dérogation visées à l'article 23 du décret sont introduites auprès de l'administration, accompagnées des motivations particulières prouvant l'impérieuse nécessité d'entamer les travaux ou de procéder à l'acquisition sans attendre la promesse ferme de subvention, au moment du dépôt de la demande de subvention.

Après examen du bien-fondé des motivations précitées, l'administration délivre l'autorisation d'entamer les travaux, aux risques et périls du maître de l'ouvrage, le Ministre étant seul habilité à accorder ou non la subvention.

L'administration soumet simultanément son rapport au Ministre pour accord.

Le Ministre statue sur la demande et notifie sa décision au demandeur.

Art. 15. Le montant de la subvention est calculé en appliquant le taux de subvention fixé par le décret au montant subsidiable.

Pour les investissements repris à l'article 3, 1°, 2° et 6° du présent arrêté, le montant maximum subsidiable correspond au produit des surfaces utiles construites, aménagées ou acquises et d'un montant plafond unitaire fixé, pour une surface déterminée, par le Ministre, en fonction du coût normal de la construction, sans préjudice des dispositions des articles 5 et 9 du décret.

Si l'estimation du projet est inférieure au montant maximum subsidiable, c'est sur base de celle-ci que sera calculée la subvention; dans le cas contraire, c'est sur base du montant maximum subsidiable précité que sera calculée la subvention.

Pour les infrastructures sportives spécifiques de haut niveau, les montants plafonds unitaires appliqués pour le calcul du montant maximum subsidiable sont ceux fixés pour les petites et les grandes infrastructures affectés du facteur 1,5 qui tient compte de la spécificité de ces équipements.

Pour les investissements repris à l'article 3, 3°, 4° et 5°, le montant maximum subsidiable est calculé sur base de l'estimation présentée par le maître de l'ouvrage.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales*

Art. 16. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} mars 1999.

Art. 17. Le Ministre qui a le sport dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de la Recherche, du Développement technologique, du Sport et des Relations internationales,
W. ANCION

VERTALING

N. 99 — 2390

[C — 99/27563]

**10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering
houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur, inzonderheid op de artikelen 2, 4, 16, 23 en 24;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 maart 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 31 maart 1999;

Gelet op het advies van de « Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne » (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provinces van het Waalse Gewest), gegeven op 13 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Waalse Regering van 22 april 1999 over de aanvraag om advies binnen de termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 2 juni 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, daarvan.

Art. 2. In de zin van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- « Minister » : de Minister tot wiens bevoegdheden de sport behoort;

- « bestuur » : het Directoraat-generaal Plaatselijk Bestuur – Directie Sportinfrastructuur – Infraspports;

- « decreet » : het decreet van 25 februari 1999 houdende toekenning van subsidies voor bepaalde investeringen inzake sportinfrastructuur.

Art. 3. De in artikel 2, eerste lid, van het decreet bedoelde subsidiabele investeringen, bestaan uit :

1° de bouw, de uitbreiding, de renovatie en de aankoop van de volgende sportinfrastructuren :

a) openlucht sportvelden;

b) zwembaden;

c) sportzalen;

d) spelinfrastructuren met het oog op het vertrouwd maken met sportbeoefening;

2° de bouw, de uitbreiding, de renovatie en de aankoop van gebouwen die noodzakelijk zijn voor het gebruik van de in 1° bedoelde infrastructuren :

- a) de desbetreffende kleedkamers en sanitaire voorzieningen;
- b) materiaalruimten;
- c) technische en administratieve lokalen;
- d) vergader-, les- en perszalen;
- e) medische en sportlokalen;
- f) de dienstwoning;
- g) tribunes en staanplaatsen;
- h) het onthaal en de balie voor ticketverkoop;
- i) de cafetaria;

3° de bouw, de uitbreiding en de renovatie van de directe omgeving van de in 1° en 2° bedoelde infrastructuren :

- a) toegangen;
- b) parkeerterreinen;
- c) beplantingen;
- d) het stadsmeubilair;
- e) de verlichting;
- f) omheiningen;

4° de aankoop van de eerste sportuitrusting die noodzakelijk is voor de werking van de in punten 1° en 2° bedoelde infrastructuren, met uitzondering van het onderhoudsmateriaal;

5° de inrichting van technische installaties die verbonden zijn met de veiligheid, de informatie en de toegankelijkheid van gebruikers;

6° de bouw, de uitbreiding, de renovatie en de aankoop van specifieke onthaalinfrastructuren die bestemd zijn voor de vorming van topsportlieden, met inbegrip van de desbetreffende bijgebouwen.

Art. 4. Komen in aanmerking voor het in artikel 4, vierde lid, van het decreet bedoelde percentage, de investeringen betreffende de bouw of de aankoop van sportruimten, in het kader van een project voor buurtwerk dat voor iedereen toegankelijk is, met een voornaamste multisportterrein alsook elke sport- en ontspanningsuitrusting waarbij de aantrekkelijkheid en gebruikersvriendelijkheid van die ruimte wordt verhoogd.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor kleine sportinfrastructuren*

Art. 5. Het in artikel 7 bedoelde technische dossier bevat de volgende stukken :

1° een uitvoerige motiveringsnota met :

- a) de categorieën huidige en mogelijke gebruikers van de infrastructuur;
- b) de beschrijving van de bestaande installaties;
- c) de nagestreefde doelstellingen;

2° een plan van de gemeente met de aanwijzing van de gekozen plaats.

§ 2. In geval van aankoop van een onroerende installatie bevat het technische dossier, naast de in § 1 bedoelde stukken, de volgende documenten :

1° de plannen met vermelding van de afmetingen;

2° de verkoopbelofte;

3° de schatting van het goed door de bevoegde ontvanger van de registratie of door het Comité voor de Aankoop van Onroerende Goederen, met een onderscheiding tussen de kostprijs van het onroerend goed en de kostprijs van het terrein;

4° in voorkomend geval, een voorontwerp van inrichting van de aan te kopen goederen met een eerste schatting van de werken;

5° wat betreft de door de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet ingediende aanvragen, het uittreksel van de beraadslaging van de aanvrager waarbij de aankoop alsook de desbetreffende budgettaire toerekening worden goedgekeurd.

§ 3. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technische dossier, wat betreft de door de personen bedoeld in artikel 3, § 1, 1°, van het decreet ingediende aanvragen, naast de in § 1 bedoelde stukken, de volgende documenten :

1° het uittreksel van de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij het ontwerp van de werken wordt goedgekeurd en de wijze van gunning van de opdracht wordt vastgesteld en waarin de desbetreffende budgettaire inschrijving is vermeld;

2° het bestek en de uitvoeringsplannen;

3° de kostenraming van de werken of van de leveringen;

4° in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

5° het stedenbouwkundig attest of een attest van de bevoegde overheid waarin staat vermeld dat het niet vereist wordt;

6° in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om te zorgen voor de toegankelijkheid van de uitrustingen die in aanmerking komen voor de subsidie voor personen met beperkte beweeglijkheid;

7° in voorkomend geval, een afschrift van het erelonencontract van de ontwerper;

8° in geval van projecten voor buurtwerk, een nota met de voornaamste sociale kenmerken van de betrokken wijk of waarbij de verwijdering van het project van alle bestaande sport- en ontspanningsinfrastructuren wordt gerechtvaardigd.

§ 4. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technische dossier, wat betreft de aanvragen die ingediend zijn door de in artikel 3, § 1, 2°, van het decreet bedoelde groeperingen en verenigingen zonder winstoogmerk die niet vallen onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten, naast de in § 1 bedoelde stukken, de volgende documenten : :

- 1° het programma alsook een beschrijving van de bouwwerken;
- 2° de plannen met vermelding van de afmetingen;
- 3° de uitvoerige schatting van de werken of van de leveringen;
- 4° het stedenbouwkundig attest of een attest van de bevoegde overheid waarin staat vermeld dat het niet vereist wordt;
- 5° het genotrecht op het betrokken goed dat vastgesteld wordt voor een minimale en ononderbroken periode van twintig jaar vanaf de indiening van de aanvraag om subsidie;
- 6° in voorkomend geval, een afschrift van het erelonencontract van de ontwerper;
- 7° een plan van de ontworpen investering;
- 8° een afschrift van de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk en van de wijzigingen daarvan of een door de voorzitter, secretaris en penningmeester van de groepering medeondertekend attest waarbij de verbintenissen verbonden met de toekenning van een subsidie persoonlijk en hoofdelijk in acht dienen te worden genomen;
- 9° een overschrijvingsformulier dat in naam van de vereniging opgemaakt is of een bankattest;
- 10° een aangifte van de plaatselijke BTW-controleur waarbij wordt vastgesteld of de vereniging onderworpen is aan de B.T.W. en of zij die belasting mag terugkrijgen voor de desbetreffende werken en in welke mate;
- 11° een attest op erewoord waarbij wordt aangegeven dat de opdrachtgever niet verplicht is de regelgeving op de overheidsopdrachten in acht te nemen;
- 12° in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om te zorgen voor de toegankelijkheid voor personen met beperkte beweeglijkheid van de subsidiabele uitrustingen.

§ 5. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het technische dossier, wat betreft de aanvragen die ingediend zijn door de in artikel 3, § 1, 2°, van het decreet bedoelde groeperingen en verenigingen zonder winstoogmerk die vallen onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten, naast de in § 1 bedoelde stukken, de volgende documenten : :

- 1° het bestek en de uitvoeringsplannen;
- 2° in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;
- 3° de kostenraming van de werken of van de leveringen;
- 4° de in § 4, 4° tot 12°, bedoelde stukken.

§ 6. De in § 1 tot 5 bedoelde stukken worden in twee exemplaren gevoegd. Vanaf de ontvangst van het volledige technische dossier wordt door het bestuur een ontvangstbewijs overgemaakt aan de aanvrager met vermelding van de datum waarop de door het decreet bedoelde termijn begint te lopen.

Art. 6. Het bestuur analyseert, op grond van het technische dossier, de gegrondheid van de aanvraag, de relevantie van het project alsook de wettelijkheid van de akte, en onderwerpt zijn verslag ter goedkeuring aan de Minister.

Het examen van de Minister betreft ook de functionele aspecten van de projecten. De Minister beslist over het technische dossier en betekent zijn beslissing aan de aanvrager.

Art. 7. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van onroerende installaties of van aankoop van de eerste sportuitrusting, worden het afschrift van de betekenis van de opdracht alsook het bevel om de werken aan te vatten, binnen tien dagen aan de aanvrager overgemaakt door het bestuur.

De subsidie wordt vereffend na indiening, in vier exemplaren, van het dossier tot staving van de door de aanvrager uitgevoerde uitgaven.

Het in het eerste lid bedoelde dossier bevat, in geval van aankoop van een onroerende installatie, een afschrift van de authentieke aankoopakte.

Het in het eerste lid bedoelde dossier bevat, in geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting :

- 1° voor de gerechtigden die onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten vallen :
 - a) in voorkomend geval, de beslissing van de opdrachtgever waarbij de lijst van de geraadpleegde ondernemingen wordt vastgesteld;
 - b) het proces-verbaal van de opening van de offertes;
 - c) de aanvaarde en niet-aanvaarde offertes;
 - d) het verslag over de ondernemingen op grond van de kwaliteit en over de analyse van de offertes;
 - e) de beslissing betreffende de gunning van de opdracht;
 - f) de berichten over de evolutie van de werken en de desbetreffende facturen;
 - g) het proces-verbaal van voorlopige oplevering;
 - h) de door de opdrachtgever goedgekeurde eindrekening;
 - i) de berekening van de uitvoeringstermijn;
 - j) het attest van het einde van de werken;
- en, in voorkomend geval :
 - k) de berekening van de eventuele boetes;

l) de bevelen om de werken te onderbreken of te hervatten, samen met de beraadslagingen waarbij die met redenen omkleed zijn;

m) de beraadslagingen van de opdrachtgever waarbij de toekenning en de duur van de bijkomende termijnen worden gerechtvaardigd.

2° wat betreft de gerechtigden die niet onder de regelgeving inzake overheidsopdrachten vallen : de omstandige facturen.

Art. 8. Een voorschot op het bedrag van de subsidie kan worden toegekend na overlegging van de facturen en van de berichten over de evolutie van de werken, zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken, dat tot de in het project bedoelde hoeveelheden beperkt wordt, gelijk is aan 50% van de werken die voor de toekenning van de subsidie in aanmerking worden genomen.

Een voorschot op het bedrag van de subsidie kan ook worden toegekend zodra een gedeelte van het programma bedrijfsklaar is, na overlegging van de in artikel 7, vierde lid, bedoelde stukken.

De in de eerste en tweede leden bedoelde voorschotten stemmen overeen met de bedragen van de uitgevoerde werken.

HOOFDSTUK III. — *Procedure voor de grote sportinfrastructuren en de specifieke topinfrastructuren*

Art. 9. Het in artikel 11 van het decreet bedoelde investeringsproject bevat de volgende stukken :

1° een uitvoerige motiveringsnota met :

- a) de categorieën huidige en mogelijke gebruikers van de infrastructuur;
- b) de beschrijving van de bestaande installaties;
- c) de nagestreefde doelstellingen;

2° een plan van de gemeente met de aanwijzing van de gekozen plaats. In geval van aankoop van een onroerende installatie, bevat het investeringsproject, naast de in het eerste lid bedoelde stukken, de volgende documenten :

1° een uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever met de principiële beslissing;

2° de plannen met vermelding van de afmetingen;

3° in voorkomend geval, een voorontwerp van inrichting van de aan te kopen goederen met een eerste schatting van de werken.

In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting, bevat het investeringsproject, naast de in het eerste lid bedoelde documenten, de volgende stukken :

1° een uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever met de principiële beslissing;

2° het programma van de geplande bouwwerken;

3° een eerste schatting van de werken of leveringen;

4° een voorontwerp;

5° het stedenbouwkundig attest nr. 2.

In geval van een promotieovereenkomst of van een opdracht van huurkoop, leasing of prefinanciering, bevat het investeringsproject, naast de in het eerste lid bedoelde documenten, de volgende stukken :

1° het bestek betreffende de promotieopdracht en, in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

2° het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij dit bestek wordt goedgekeurd en waarbij de wijze van gunning van de opdracht wordt vastgesteld;

3° de uitvoeringsplannen;

4° de kostenraming.

In geval van investering betreffende de in artikel 16 van het decreet bedoelde dringende werken, bevat het investeringsproject, naast de in het eerste lid bedoelde documenten, de stukken bedoeld in artikel 5, § 3, eerste lid, 1° tot 5° en 7°.

De in leden 1 tot 5 bedoelde stukken worden in twee exemplaren gevoegd.

Vanaf de ontvangst van het volledige technische dossier wordt door het bestuur een ontvangstbewijs aan de aanvrager overgemaakt met vermelding van de datum waarop de door het decreet bedoelde termijn begint te lopen.

Art. 10. Het bestuur analyseert, op grond van het investeringsproject, de gegrondheid van de aanvraag alsook de wettelijkheid van de akte, en onderwerpt zijn verslag voor principiële goedkeuring aan de Minister.

De projecten worden door het bestuur ook op hun functionele aspecten getoetst. De Minister beslist over het investeringsdossier en betekent zijn beslissing aan de aanvrager.

Art. 11. Het in artikel 12 van het decreet bedoelde technische dossier bevat, in twee exemplaren, de volgende stukken :

1° in geval van bouw, uitbreiding of renovatie van een onroerende installatie of van aankoop van de eerste sportuitrusting :

a) het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij het project wordt goedgekeurd en de wijze van gunning van de opdracht wordt vastgesteld en waarin de desbetreffende budgettaire inschrijving is vermeld;

b) in voorkomend geval, de aankondiging van de opdracht;

c) het bestek en de uitvoeringsplannen;

d) de kostenraming van de werken of van de leveringen;

e) het stedenbouwkundig attest of een attest van de bevoegde overheid waarin staat vermeld dat het niet vereist wordt;

f) het verslag van de gewestelijke Brandweerdienst;

g) in voorkomend geval, het erelonencontract van de ontwerper;

h) in voorkomend geval, een verklarende nota waaruit blijkt dat alle maatregelen werden getroffen om te zorgen voor de toegankelijkheid voor personen met beperkte beweeglijkheid van de subsidiabele uitrustingen;

2° in geval van aankoop van een onroerende installatie en wat betreft de promotieovereenkomsten of de opdrachten van huurkoop, leasing of prefinanciering :

a) in voorkomend geval, het uittreksel van de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de lijst van de te raadplegen promotors wordt vastgesteld;

b) het proces-verbaal van de opening van de offertes;

c) het verslag over de kwaliteitsanalyse van de ondernemingen;

d) de aanvaarde en niet-aanvaarde offertes;

e) het verslag over de gunning van de opdracht;

f) het uittreksel van de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de promotor wordt aangewezen;

g) het uittreksel van de beraadslaging van de aanvrager waarbij de aankoop alsook de desbetreffende budgettaire toerekening worden goedgekeurd;

h) de verkoopbelofte;

i) de schatting van het goed die door de bevoegde ontvanger van de registratie of door voornoemd Comité uitgevoerd wordt, met een onderscheiding tussen de kost van het onroerend goed en die van het terrein;

j) in voorkomend geval, het investeringsdossier, opgemaakt overeenkomstig artikel 9, betreffende de inrichting van de aan te kopen goederen.

Vanaf de ontvangst van het volledige technische dossier, wordt een ontvangstbewijs aan de aanvrager overgemaakt door het bestuur met de datum waarop de door het decreet bedoelde termijn begint te lopen.

Het bestuur analyseert, op grond van het technische dossier, de gegrondheid van het project en stelt het maximumbedrag vast van de subsidiabele investeringen.

Na de analyse van het dossier onderwerpt het bestuur zijn verslag ter goedkeuring aan de Minister. De Minister beslist over het technische dossier en betekent zijn beslissing aan de aanvrager.

Art. 12. Het dossier betreffende de in artikel 14 van het decreet bedoelde gunning van de opdracht bevat de volgende stukken :

1° het proces-verbaal van de opening van de offertes;

2° het verslag over de kwaliteitsanalyse van de ondernemingen;

3° in voorkomend geval, het uittreksel van de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de lijst van de te raadplegen ondernemingen wordt vastgesteld;

4° het verslag over de analyse van de offertes of het verslag van de jury in geval van een wedstrijdoffertenaanvraag;

5° de aanvaarde offertes;

6° de niet-aanvaarde offertes;

7° het uittreksel uit de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de aanbesteder(s) wordt (worden) aangewezen.

De in het eerste lid bedoelde stukken worden in drie exemplaren gevoegd met uitzondering van die welke in 6° bedoeld zijn, die in één exemplaar worden gevoegd.

Na onderzoek van het dossier onderwerpt het bestuur zijn verslag ter goedkeuring aan de Minister.

De Minister beslist over het dossier betreffende de gunning van de opdracht en betekent zijn beslissing aan de aanvrager.

Art. 13. § 1. In geval van bouw, uitbreiding of renovatie van onroerende installaties of van aankoop van de eerste sportuitrusting, worden het afschrift van de kennisgeving van de opdracht en het bevel om de werken aan te vatten, binnen tien dagen aan het bestuur overgemaakt door de aanvrager.

Een voorschot op het bedrag van de subsidie kan worden toegekend zodra het bedrag van de uitgevoerde gesubsidieerde werken, dat beperkt wordt tot de in de inschrijving bedoelde hoeveelheden, gelijk is aan 30 % van het bedrag van de subsidiabele werken.

Dit voorschot is gelijk aan 70 % van de subsidie en wordt vereffend op voordracht, in vier exemplaren, van de behoorlijk goedgekeurde berichten over de evolutie van de werken en van de aangiften van schuldvordering.

Het saldo wordt volgestort op voordracht van de eindrekening van de werken.

Het dossier betreffende de eindrekening bevat, in vier exemplaren, de volgende stukken :

1° de berichten over de evolutie van de werken en de eindrekening van de onderneming;

2° de aangifte van schuldvordering van de ondernemer;

3° het proces-verbaal van voorlopige oplevering;

4° de beraadslaging van de opdrachtgever waarbij de eindrekening wordt goedgekeurd;

5° de facturen;

6° de berekening van de uitvoeringstermijnen;

7° het attest van het einde van de werken;

en, in voorkomend geval :

8° de berekening van de eventuele boeten;

9° de bevelen om de werken te onderbreken en aan te vatten, samen met de beraadslagingen waarbij die met redenen omkleed zijn;

10° de beraadslagingen van de opdrachtgever waarbij de toekenning en de duur van de bijkomende termijnen worden gerechtvaardigd.

§ 2. In geval van aankoop van een onroerende installatie en wat betreft de promotieovereenkomsten of de opdrachten van huurkoop, leasing of prefinanciering, wordt het bedrag van de subsidie volgestort op voordracht, in vier exemplaren, van een eensluitend afschrift van de authentieke aankoopakte (recht van opstal) van het goed en, in voorkomend geval, op voordracht van het technische dossier betreffende de inrichting van de goederen.

HOOFDSTUK IV. — *Gemeenschappelijke maatregelen*

Art. 14. De in artikel 23 van het decreet bedoelde aanvragen om afwijking worden samen met de subsidieaanvraag ingediend bij het bestuur, met de bijzondere gronden van de dringende noodzakelijkheid om de werken aan te vatten of om tot de aankoop over te gaan zonder te wachten voor de vaste verkoopbelofte.

Na het onderzoek naar de gegrondheid van voornoemde gronden, wordt de vergunning door het bestuur afgegeven om de werken aan te vatten op risico van de opdrachtgever, aangezien de Minister de enige persoon bevoegd is om de subsidie al dan niet toe te kennen.

Het bestuur onderwerpt tevens zijn verslag ter goedkeuring aan de Minister.

De Minister beslist over de aanvraag en betekent zijn beslissing aan de aanvrager.

Art. 15. Het bedrag van de subsidie wordt berekend door de rente die door het decreet vastgesteld is, toe te passen op het subsidiabele bedrag.

Wat betreft de in artikel 3, 1°, 2° en 6° van dit besluit bedoelde investeringen, stemt het maximale subsidiabele bedrag overeen met het produkt van de nuttige gebouwde, ingerichte of aangekochte oppervlakten met een maximaal eenheidsbedrag dat voor een bepaalde oppervlakte door de Minister vastgesteld is overeenkomstig de normale bouwkost, onverminderd de voorschriften van de artikelen 5 en 9 van het decreet.

Als de schatting van het project lager is dan het subsidiabele maximumbedrag, wordt de subsidie op grond daarvan berekend; in het tegenovergestelde geval wordt de subsidie berekend op grond van het voornoemde subsidiabele maximumbedrag.

Wat betreft de bijzondere topsportinfrastructuren komen de maximale eenheidsbedragen die voor de berekening van het subsidiabele maximumbedrag toegepast worden, overeen met die welke vastgesteld zijn voor de kleine en grote infrastructuren, met de factor 1,5 die rekening houdt met de specificiteit van die uitrustingen.

Wat betreft de in artikel 3, 3°, 4° en 5° bedoelde investeringen, wordt het subsidiabele maximumbedrag berekend op grond van de door de opdrachtgever voorgestelde schatting.

HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen*

Art. 16. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1999.

Art. 17. De Minister tot wiens bevoegdheden de sport behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Onderzoek, Technologische Ontwikkeling, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE
F. 99 — 2391 [99/31130]

11 MARS 1999. — Ordonnance relative à l'euro (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. La présente ordonnance fixe les règles précises relatives à l'introduction de l'euro par le règlement (CE) n° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro et le règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
N. 99 — 2391 [99/31130]

11 MAART 1999. — Ordonnantie betreffende de euro (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Deze ordonnantie stelt de nadere regels vast met het oog op de invoering van de euro door de verordening (EG) nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998 over de invoering van de euro en de verordening (EG) nr. 1103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro.